Angola: l'opposition dépose un recours en justice pour contester les résultats des élections



Page 5

900 casques bleus ivoiriens déployés au Mali malgré le contexte tendu



Page 2

Politique - Science - Education- Société- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 05 septembre 2022
7 jrs/7

N°2022 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.



VERSION

Violations des droits humains au Mali : la MINUSMA établit le rapport

Page 12

Burkina Faso: discours du Président Damiba, l'activiste Aminata Rachow se prononce



Page 17

RDC: au moins 14 civils tués dans des combats en Ituri



Page 9

CÔTE D'IVOIRE

MINUSMA : 900 casques bleus ivoiriens déployés au Mali malgré le contexte tendu



La Côte d'ivoire maintient malgré cette crise avec le Mali son engagement dans le maintien de la paix et de la stabilité au Mali. 902 policiers et militaires ivoiriens sont déployés au sein de la mission des Nations unies au Mali (MINUSMA), et ce malgré le contexte tendu qui prévaut avec la détention des 49 soldats depuis maintenant 51 jours.

La Côte d'ivoire continue de poser des actes en faveurs de la stabilisation du Mali et sur renforcement de ses séculaires liens de coopération avec son voisin. Malgré le contexte de tension qui prévaut relativement au dossier des 49 soldats ivoiriens, détenus par Bamako, Abidjan qui joue toujours la diplomatie vient d'achever le déploiement de 900 casques bleus en territoire malien. Ce contingent appartenant au deuxième bataillon projetable des forces armées de côte d'ivoire, déployé au terme de six rotations seraient parti sur le théâtre opérationnel du pays comme suit : 650 hommes à Tombouctou, 220 hommes à Mopti et 32 hommes dont 25 officiers à Bamako. Ces trois unités constituées ont trouvé sur le théâtre 225 éléments précurseurs déployés depuis le 6 janvier 2022. Elles assurent la relève des éléments du premier bataillon pilote projetable. Ces derniers ont rejoint Abidjan après des opérations sécuritaires en terre malienne, de 18 à 30 mois au cours desquelles quatre d'entre eux ont trouvé la mort lors d'une attaque de leur convoie dans le nord-

La suite à la page 4

ANNONCE

Pub !

Reservez et faites votre Pub ici maintenant en nous contactant :
contact@sc-mail.info | +226 70210208

CÔTE D'IVOIRE

La suite de la page 2



ouest. Un engagement pour la, paix que la MINUSMA a tenu à saluer dans un tweet dont la teneur est la suivante : « *toute notre reconnaissance au contingent de la Côte d'ivoire qui a servi au Mali avant d'être relevé le 19 août. Akwaba aux nouvelles unités qui se joignent à la MINUSMA* ». Dans un second tweet, la mission se réjouissait du déploiement de la relève en ces termes : « *la MINUSMA est fière de pouvoir compter 902 soldats et policiers de la Côte d'Ivoire pour mener à bien son Mandat. A Tombouctou, nous comptons sur eux pour la protection de nos emprises y compris la piste d'atterrissage. Tous nos remerciements à la Côte d'Ivoire pour cette importante contribution à la reconstruction de la paix et de la stabilité au Mali. Votre présence compte beaucoup à nos yeux* ».

Bien avant la relève, le chef d'Etat-major général des armées de la Côte d'Ivoire, Lassina Doumbia a interpellé ses hommes sur le contexte dans lequel se fait leur déploiement. « *Au Mali, vos faits et gestes seront certainement observés tout comme votre attitude. Demeurez des ambassadeurs de paix dans votre zone de responsabilité* », a-t-il indiqué.

Le général des corps d'armée a par ailleurs évoqué les nouvelles dispositions règlementant l'exploitation aérienne par la MINUSMA, ce qui pourrait empêcher l'appui aérien quand le besoin se fera sentir. Il faudra alors faire preuve de professionnalisme en tout instant sur un théâtre aussi complexe que clivant.

Dougoutigui

ANGOLA

L'opposition dépose un recours en justice pour contester les résultats présidentiels



Faustino Mumbika, secrétaire national de L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita)

Après l'annonce de la victoire du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), parti au pouvoir depuis 1975, date de l'indépendance du pays, le principal parti d'opposition, a indiqué jeudi dernier avoir déposé un recours en justice pour contester les résultats du scrutin législatif. En Angola, il n'y a pas d'élection présidentielle, le parti qui remporte les législatives se voit être à la tête du pays.

«*Le recours pour contester les résultats définitifs a été déposé aujourd'hui*» à la commission nationale électorale, a déclaré à l'AFP Faustino Mumbika, secrétaire national de L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), cité par Voa Afrique. Plusieurs cas de suspicion de fraude ont été relevés lors de ce scrutin législatif dont le MPLA a remporté plus de voix permettant d'office à Joao Lourenço de bénéficier d'un second mandat à la tête du pays.

Le MPLA a remporté 51,17% des voix, selon les résultats de la Commission nationale électorale (CNE) publiés lundi, contre 43,95% pour le premier parti d'opposition, l'Unità. Lors du scrutin, l'abstention a atteint 55 %, ce qui signifie que moins de la moitié des quelque 14,4 millions d'inscrits ont

La suite à la page 6

La suite de la page 5



Le MPLA a remporté 51, 17% des suffrages contre 43,95% pour l'Unità

participé pour faire leur choix sur les 8 candidats représentants les huit partis qui étaient en lice.

Le parti de l'opposition mené par Adalberto Costa Junior, 60 ans, affirme «ne pas avoir été informé de la décision» de la CNE d'entériner les résultats définitifs, ni reçu «copie du procès-verbal du dépouillement», a rapporté notre source. Quatre des 16 membres de la CNE n'ont pas signé les résultats finaux, exprimant des doutes sur le processus électoral.

Il faut noter qu'en Angola, la procédure pour contester les résultats d'un scrutin prévoit que le recours légal soit déposé d'abord devant la commission électorale avant que le tribunal constitutionnel ne se prononce.

Lucien DAKISSAGA

Terrorisme : Le président Damiba échange avec les proches des victimes

Le chef de l'Etat burkinabè Paul Damiba a présidé à Ouagadougou, le jeudi 1er septembre 2022, la cérémonie commémorative de la Journée internationale du souvenir en hommage aux victimes du terrorisme. C'était en présence de plusieurs poches des victimes de ce phénomène.

Le Burkina Faso a célébré en différé la cinquième édition de la Journée internationale du souvenir en hommage aux victimes du terrorisme. Le thème retenu pour la célébration de cette année est « La prise en charge des victimes du terrorisme : un droit pour les victimes et un devoir pour l'État et la communauté ». Dès l'entame de son propos, le président du Faso Paul Damiba a exprimé sa solidarité aux victimes civiles et militaires

La suite à la page 7

BURKINA FASO

La suite de la page 5



Le président du Faso Paul Damiba a présidé la cérémonie

du terrorisme au pays des Hommes intègres. Il a aussi rendu un hommage appuyé à l'ensemble des troupes anti-terroristes que sont les Forces de défense et de sécurité (FDS) et les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP). Plusieurs membres du gouvernement burkinabè ont également pris part à cette activité parmi lesquels le ministre de la justice Barthélémy Kéré.

Les engagements du gouvernement en la matière

Pour celui-ci, cette journée est une opportunité pour réaffirmer l'attachement au respect des droits humains. « *Par cette commémoration, le Burkina Faso réaffirme son ferme engagement à promouvoir et à protéger la dignité humaine et les droits fondamentaux de tous les Burkinabè et de toutes les personnes vivant au Burkina Faso en général, et les droits des victimes du terrorisme en particulier* », a fait savoir Barthélémy Kéré. Plus loin dans son propos, il fait noter que les autorités œuvrent quotidiennement pour la protection de la dignité et des droits fondamentaux des personnes affectées par le terrorisme. A l'en croire toujours, les mesures telles le renforcement du cadre juridique et institutionnel de promotion et de protection des droits des victimes; la création d'un dispositif de protection des victimes et des témoins; l'adoption des lois portant pupille de la Nation, des statuts des martyrs de la nation et des statuts de héros pour la nation…sont autant d'engagement pris par le

La suite à la page 8

La suite de la page 7



Le chef de l'Etat échangeant ici avec des proches de victimes

gouvernement,

Les doléances des parents des victimes

Présent aussi à cette cérémonie, le représentant des victimes, Pascal Lankoandé a d'emblée salué les actions déjà prises par les autorités à leur endroit. Il a par ailleurs suggéré un recadrage de la gestion de l'indemnisation allouée aux soldats tombés sur le champ de bataille, la résolution de la question de la prise en charge des épouses vivant en concubinage, l'application de la loi sur la pupille de la nation. En rappel, la journée internationale du souvenir en hommage aux victimes du terrorisme a été promulguée par la résolution 72/165 de l'assemblée générale de l'ONU le 19 décembre 2017, sur recommandation du Conseil des droits de l'homme. Cette journée vise à honorer et soutenir les victimes et les survivants du terrorisme et à promouvoir et protéger le plein exercice de leurs libertés et de leurs droits fondamentaux.

Abdoul Karim TAPSOBA

TOUCHEZ PLUS D'UN MILLION
DE LECTEURS POUR VOS

PROFITEZ
DE NOS TARIFS
PROMOTIONNELS

☑ Publicités
☑ Communiqués
1 page
à 59.000 FCFA
TTC
105 Euros
100 $ USA
☑ Annonces
☑ Publi-Reportages
☑ Couvertures médiatiques

DIFFUSION
Kiosques numériques
Ebook
Web
Newsletter
WhatsApp
Telegram
Signal
Facebook

Notre audience est ici et partout ailleurs

Contactez-nous : 00226 70210208 / 0033 644 670000
001 (206) 800-0070 / contact@sc-mail.info

RDC

Au moins 14 civils tués dans des combats en Ituri



Après deux jours de combat entre les forces de l'ordre congolaises et les rebelles du Codeco, les corps de quatorze civils et de huit miliciens ont été retrouvés jeudi dans la brousse en Ituri dans le nord-est de la République démocratique du Congo.

Selon VOA Afrique, les combats se sont déroulés entre mardi et mercredi, les forces congolaises devaient repousser les miliciens de la «Coopérative pour le développement du Congo» (Codeco) venus attaquer la ville minière de Mongbwalu pour libérer plusieurs personnes arrêtées. «Aujourd'hui jeudi, lors de l'opération de ratissage de la zone, nos forces ont découvert 22 corps dont 8 éléments de Codeco tués par l'armée et 14 civils tués par ces miliciens», a déclaré à l'AFP Jean-Pierre Bikilisende, bourgmestre de la commune rurale de Mongbwalu (Ituri, nord-est), selon notre source. Depuis fin 2017, la milice Codeco sévit dans la région de l'Iturie. Selon Voa Afrique, cette milice est considérée comme un groupe armé structuré autour d'une secte religieuse qui prétend défendre les intérêts des Lendu, une des communautés de cette province, contre la communauté rivale Hema et contre les forces de sécurité. Il faut noter que depuis mai 2021, les autorités congolaises ont placé l'Ituri et la province voisine du Nord-Kivu en état de siège, espérant endiguer les exactions des groupes rebelles. Mais jusqu'à présent les résultats de cette mesure importante tardent à se concrétiser sur le terrain.

Lucien DAKISSAGA

COOPÉRATION

Mali-Algérie: Les relations sont au beau fixe

Dans la journée du jeudi 1er septembre 2022 s'est tenu à Bamako, le Comité bilatéral stratégique Mali-Algérie. Il a été co-présidé par les chefs des diplomaties malienne Abdoulaye Diop et algérienne Ramtane Lamamra.



Les ministres Diop (droite) et Lamamra (gauche)

Selon le communiqué final rendu public, l'on apprend qu'en lien avec la coopération bilatérale, les deux parties se sont engagées à renforcer et à diversifier davantage leur partenariat dans les domaines de l'énergie et des mines, des télécommunications, du commerce, de la formation professionnelle et universitaire et à faciliter la circulation des biens et des personnes. Les chefs des diplomaties des deux pays ont par ailleurs saisi l'occasion pour passer en revue le chronogramme de certains projets antérieurs et explorer les pistes de leur mise en œuvre rapide.

Quid de l'Accord d'Alger?

A propos de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, issu du processus d'Alger, il ressort de ce communiqué que le Comité a revisité les avancées, les difficultés et les attentes. A ce niveau, les deux ministres ont souligné le caractère dynamique, consensuel et progressif de ce processus. Maliens et algériens se sont félicités par la suite des conclusions de la réunion décisionnelle de haut niveau, préparatoire à la mise en œuvre effective du DDR (Désarmement, Démobilisation et Réintégration, Ndlr) global, tenue du 1er au 05 août 2022 à Bamako. Ils ont par ailleurs insisté sur la nécessité d'accélérer l'application de l'Accord qui constitue selon eux le cadre idoine pour la consolidation et le retour définitif de la paix et de la stabilité dans le pays. Avant de mettre un terme à leurs échanges, le ministre Diop et son homologue Lamamra ont échangé sur des sujets d'ordre divers.

Abdoul Karim TAPSOBA

MALI

Violations des droits humains : la MINUSMA établit le rapport

Le mercredi 31 août 2022, la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a publié sa note trimestrielle sur les tendances des violations et atteintes aux droits de l'homme et au droit international humanitaire au Mali. Cette enquête couvre la période du 1er avril au 30 juin 2022.



Selon la MINUSMA, les Force de defense et de sécurité maliennes ont commis moins d'actes de violence des droits de l'Homme

À en croire la MINUSMA, au cours de la période ci-dessus indiquée, il a été recensé 467 cas de violations et atteintes aux droits de l'homme et au droit international humanitaire. Parmi ces incidents, l›organisme onsuien affirme avoir dénombré 317 civils tués, 73 enlevés ou disparus et 77 blessés. Ces données, documentées, représentent une baisse de 42%, comparativement au trimestre précédent, fait savoir la MINUSMA. Lors de l'enquête précédente, indique la note, il y avait 812 cas recensés, dont 543 civils tués, 107 enlevés ou disparus et 107 blessés.

Les zones les plus touchées: Mopti, Ségou, Menaka, Gao...

Et sur les auteurs de tels actes, la MINUSMA est formelle. Selon elle, les principaux commanditaires ou exécutants sont le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (GSIM), l'Etat Islamique au Grand Sahara (EIGS) et leurs groupes alliés. Ce trio de tête de l'avis des enquêteurs est responsable de 297 incidents sur les 467 cas, avec à la clé au moins 200 morts et de nombreux blessés. Outre ces groupes terroristes, la MINUSMA fait noter une recrudescence des actes de violences de la part des groupes d'auto-défense et des milices. Cependant, la tendance est à la baisse du coté des Forces de Défense et de Sécurité Maliennes (FDSM) chez qui les actes de violence passe de 320 à 122 entre janvier et mars 2022. Les zones les plus touchées par ces différents actes sont Mopti, Ségou, Menaka et Gao, précise le communiqué.

Abdoul Karim TAPSOBA

BURKINA FASO

Le président DAMIBA fait un premier bilan de la transition

Dans un discours adressé à la nation burkinabè, ce 04 septembre 2022, le Président du Faso, le Lieutenant-Colonel Paul-Henri Sandaogo DAMIBA a fait un premier bilan de sa gestion de la transition. Ce discours suivant que nous publions in extenso pour nos lecteurs intervient après celui du 1er avril dernier, dans lequel il a donné rendez-vous dans 5 mois, pour un premier bilan. Lisez !

Le message du Président du Faso, le Lieutenant-Colonel Paul-Henri Sandaogo DAMIBA à la nation de ce 04 septembre 2022

Peuple du Burkina Faso ;
Chers compatriotes ;
Burkinabè de la diaspora ;
Il y a cinq mois, je prenais date avec vous pour faire un premier bilan d'étape du processus de reconquête de notre territoire national entamé au lendemain du tournant politique qu'a connu notre pays. Mais il sied, avant d'évaluer le chemin parcouru, de vous décrire de façon explicite et sans complaisance, la situation grave dans laquelle se trouvait notre pays au moment où nous mettions en route l'œuvre de restauration et de refondation.

Le mal qui nous ronge, est la résultante de plusieurs années de compromissions politiques, de contradictions sociales et d'amalgames de tous genres, qui ont fini par porter un coup fatal à l'équilibre délicat, que nos devanciers avaient réussi à trouver, pour permettre aux différentes communautés de vivre ensemble malgré leurs différences. Incapables d'initier le moindre sursaut collectif, nous avons laissé notre pays sombrer. A tous les niveaux, nous avons failli.

A commencer par nous, Forces de défense et de sécurité, chargées de défendre notre territoire et de protéger nos populations. Les divisions internes nous ont fragilisés, au point de remettre en cause les valeurs qui faisaient la renommée du soldat Burkinabè.

Cela se ressent très logiquement sur notre engagement et notre manière de mener la guerre contre le terrorisme. Certaines actions des nôtres ont malheureusement plus contribué à attiser le feu, plutôt qu'à l'éteindre. Cette réalité concerne également les VDP qui, malgré leur bravoure, ont parfois été utilisés ou manipulés à des fins de vengeance au niveau communautaire.

La vérité est que cet état de délabrement moral, concerne toutes les composantes de notre société. Le laxisme et le clientélisme de tous genres, se sont érigés en règle, dans une administration publique prise en otage par des groupuscules. Dans les faits, le service public s'est mué en système de corruption, de clientélisme et de marchandage aux antipodes de la bonne gouvernance tant prônée. Au point où les populations ont fini par développer un sentiment de défiance envers les structures administratives publiques. Des commis de l'État, politisés et sans honte, devenus de vrais rapaces, à l'affût de la moindre opportunité pour aspirer nos maigres ressources publiques.

La suite à la page 13

BURKINA FASO

La suite de la page 12

Le constat n'est guère plus reluisant sur le terrain de la justice en laquelle le Burkinabè a perdu grandement confiance. Une justice devenue un terrain d'affrontement politique et où les luttes intestines l'empêchent d'assumer son rôle de régulateur social. L'indépendance de la justice, saluée par tous il y a quelques années de cela, semble être mal assumée, et pose à nouveau l'épineuse question de l'homme des pouvoirs et des institutions.

Au-dessus, il y a cette classe politique. Une élite censée traduire les aspirations profondes du peuple en projets salvateurs, mais qui malheureusement, s'est engluée dans les méandres de luttes aux finalités malsaines et opportunistes. Trop préoccupée par ses intérêts personnels, insoucieuse devant la désespérance de la population, elle a pour beaucoup fait le choix de rester dans des invectives inutiles, dans l'achat des consciences par des distributions d'argent, dont on doit chercher la provenance.

La consécration de l'impunité dans la gestion des deniers publics a contribué à exacerber le sentiment d'injustice sociale au point d'alimenter de nombreuses rancœurs contre l'Etat et ses démembrements.

Et il y a enfin ce peuple. Ce pauvre peuple, laissé à lui- même, balloté de toutes parts, par les officines obscures cachées derrière certaines technologies, et gavé d'informations alarmistes par certains médias devenus de dangereux outils de subversion. Un peuple qui n'a plus de repère et qui n'arrive, ni à se mobiliser derrière son armée, ni à se révolter contre l'ennemi. Un peuple qui a troqué ses capacités de résilience contre un assistanat continu. Un peuple en quête permanente de bouc-émissaire. Un peuple qui est en train de perdre son âme mais qui ne s'en rend même pas compte. Un peuple qui semble avoir décidé de subir.

Voici, le portait de l'état dans lequel se trouvait le pays au moment où nous prenions nos responsabilités pour une meilleure gouvernance de notre pays.

Qu'avons-nous fait de notre héritage ? Comment avons- nous pu tomber si bas ? Comment se réveiller enfin ?

Mes chers compatriotes ;
C'est à ces différentes questions que nous avons entrepris de trouver des réponses.
Durant ces cinq mois, nous avons essayé d'interroger notre histoire. Quand on perd son chemin, il est sage de revenir à ses racines. C'est ainsi que nous avons essayé d'impliquer davantage les dépositaires de nos traditions et de nos religions, gardiens de nos valeurs. De nombreux efforts ont été déployés. La conjugaison de tous ces efforts a été décisive pour créer un électrochoc nécessaire à notre réveil collectif. Et les premiers signes de ce réveil commencent à être perceptibles, aussi bien sur le plan de la réponse militaire, que celui du dialogue : les deux piliers majeurs de notre stratégie.

Plongées il y a quelques mois dans un état de découragement et de démoralisation avancé, nos Forces se sont remobilisées. L'intensification des actions offensives, conduites souvent en

La suite à la page 14

La suite de la page 13

coordination avec les VDP, ont visé surtout à désorganiser le dispositif ennemi. Sur le plan purement opérationnel, cet objectif-là, est atteint.

L'acquisition de nouveaux équipements et le renforcement de nos capacités techniques, nous permettent aujourd'hui de délivrer des feux avec une précision et un effet de surprise que nous n'avions pas auparavant.

Dans une tentative désespérée de se réorganiser, les terroristes procèdent désormais par groupuscules, misant sur des actions d'éclat comme la destruction d'infrastructures, les menaces ou les attaques contre les populations, pour maintenir l'illusion qu'ils gagnent du terrain.

Les actions offensives évoquées ont été rendues possibles, grâce à l'amélioration du dispositif de renseignement, plus précis, plus réactif et plus flexible. Cela a considérablement affiné les opérations de ciblage qui ont permis la neutralisation de plusieurs chefs terroristes locaux.

Le dispositif mis en place pour assurer l'assistance aux populations déplacées et aux populations vivant dans les zones difficiles constitue également un point de satisfaction. Malgré les difficultés liées au terrain, jamais les populations n'ont été abandonnées à elles-mêmes.

En ce qui concerne la mise en œuvre du processus de dialogue, les avancées enregistrées sont très significatives. Elles sont même au-delà de ce qui était attendu. Grâce à l'engagement des autorités religieuses, coutumières et administratives, le programme de démobilisation est aujourd'hui en marche. Plusieurs dizaines de jeunes ont déjà accepté de saisir la main tendue des communautés, en déposant les armes et en s'engageant dans le processus encadré par le Gouvernement.

Tous ces efforts combinés, ont permis d'observer une relative accalmie dans plusieurs localités du Centre-nord, de l'Est et du Nord. Localités auparavant régulièrement éprouvées par les attaques terroristes. Certaines populations commencent progressivement à regagner leurs terroirs dans ces régions.

Il ne s'agit pas ici de s'autocongratuler sur les succès engrangés car, nous en sommes conscients, la dynamique est à peine entrain de s'enclencher. Il faudra tout mettre en œuvre pour la consolider et faire en sorte que le processus devienne irréversible.

Burkinabè de l'intérieur et de la diaspora ;
La gravité de la situation interpelle notre conscience sur le sacrifice individuel et collectif que nous devons consentir. Cette situation nous impose en effet, au nom de la sauvegarde de notre Nation, de prioriser nos actions, nos décisions, nos besoins, nos loisirs et même nos libertés.

C'est le prix à payer pour inverser la tendance et saisir enfin l'opportunité d'honorer notre histoire et de façonner notre devenir. C'est pourquoi, nous allons mettre en œuvre toutes les mesures nécessaires, pour d'abord reprendre le contrôle total de notre territoire et ensuite remettre notre pays

La suite à la page 15

La suite de la page 14

sur les rails du progrès. Il s'agira en effet de poursuivre et d'intensifier les actions militaires, afin de réduire au maximum les capacités de nuisance de l'ennemi. Les nouveaux équipements militaires déjà acquis ou d'autres en cours d'acquisition nous permettront de restreindre davantage et de façon décisive la liberté de manœuvre des groupes qui refusent toujours la main tendue de la Nation.

Le moral de nos troupes étant un facteur décisif de cette guerre, les mesures concernant les conditions de vie et de travail des Forces de Défense et de Sécurité, des Groupes communaux de veille et de défense patriotique, seront renforcées.

Cela s'accompagnera d'une réorganisation en profondeur de notre dispositif opérationnel afin de mettre en place un maillage territorial adapté à l'évolution de la menace. Cette nouvelle structuration est déjà en cours de déploiement. Elle permettra non seulement de répondre aux besoins sécuritaires de proximité, mais facilitera également l'appropriation par les communautés de leur propre sécurité.

Parallèlement, le dialogue initié à la base et qui produit déjà des effets concrets, va être renforcé. Des personnes ressources et particulièrement influentes au sein des communautés, se sont engagées formellement à s'impliquer pour un retour des filles et des fils égarés. Au regard des résultats auxquels nous sommes déjà parvenus, il s'avère que cette initiative de tendre la main à nos frères est très prometteuse. Je voudrais inviter tous les combattants des groupes armés qui, par peur ou par méfiance, hésitent encore à déposer les armes, à faire confiance à l'État et à suivre l'exemple de leurs camarades d'hier qui ont eu le courage de franchir le pas.

Sur le plan de la gouvernance, des réformes majeures seront mises en route pour remettre l'administration publique au service des administrés. Les réformes concerneront également l'animation de la vie politique, qui a aujourd'hui plus des allures anarchiques que d'espaces de propositions pour un meilleur devenir de notre Nation. La classe politique doit porter les espoirs de notre peuple et constituer un exemple à suivre en termes de valeurs patriotiques.

Sur le plan de la coopération, nous sommes très reconnaissants aux pays amis du Burkina Faso, des efforts faits à l'endroit de notre peuple en cette période décisive de son histoire. Notre mutation sera profonde tant au plan politique, social, économique, culturel que diplomatique afin d'asseoir définitivement les bases d'un Etat-nation stable et prospère. Dans cet élan de changement audacieux et dans l'intérêt supérieur de notre pays, nos alliances seront portées vers des options qui garantissent le respect de notre indépendance.

Chers compatriotes;
Certains d'entre vous, par émotion ou par impatience, succombent rapidement à la tentation de tout remettre en cause, lorsque survient un coup dur. D'autres par contre, par ignorance ou par mauvaise foi manifeste, préfèrent ne voir que les coups durs, jetant aux oubliettes les efforts de nos Forces et ceux de nos vaillantes populations qui ont permis à notre Nation de rester débout.

La suite à la page 16

BURKINA FASO

La suite de la page 15

C'est le lieu pour moi, de saluer les énormes efforts consentis par l'ensemble des Forces de Défense et de Sécurité, ainsi que les Volontaires pour la Défense de la Patrie, qui s'inscrivent sans réserve dans la logique offensive imprimée par le Commandement des Opérations du Théâtre National dans la conduite des activités de sécurisation de notre territoire.

Je réitère une fois encore ma compassion à l'endroit de toutes les victimes, celles qui ont payé de leur vie, mais aussi celles qui souffrent dans leur chair et dans leur dignité du fait du terrorisme.

Mes chers compatriotes;
L'histoire nous fait un clin d'œil aujourd'hui. Il y a 75 ans, jour pour jour, le territoire de la Haute-Volta était reconstitué après sa dissolution de 1932. En effet, le 4 septembre 1947 sonnait déjà comme un nouveau départ pour le peuple fier de la Haute-Volta. L'espoir d'un avenir radieux qui naissait grâce à de valeureux hommes qui, à l'époque, avaient déjà compris que la Nation passait avant tout.

Des devanciers comme le Mogho Naaba Koom 2, Hamadé Bougouraoua OUEDRAOGO, Daniel Ouézzin COULIBALY, Henri GUISSOU, Nazi BONI, le Mogho Naaba Sagha 2, Gérard Kango OUEDRAOGO, Philippe Zinda KABORE et bien d'autres, ont réussi ce sursaut patriotique qui nous permet aujourd'hui d'exister en tant que Nation. Si ces hommes y sont arrivés malgré l'adversité de l'époque, j'ai la ferme conviction que nous aussi, nous pouvons y arriver.

C'est pourquoi, je voudrais vous inviter à ce même sursaut patriotique. Marchons ensemble dans les pas de ces illustres hommes. Comme eux, faisons de ce 4 septembre 2022 un nouveau départ pour notre pays. Essayons ensemble de dompter nos fragilités et de reconstruire notre vivre- ensemble. Faisons l'effort de retrouver nos valeurs. Franchissons le pas pour oser reparler à l'autre, malgré la douleur et les rancœurs. Il n'existe aucun autre chemin pour enrayer l'engrenage de violences qui nous endeuille quotidiennement. Tôt ou tard, il faudra emprunter ce chemin.

Les divergences que nous trainons depuis des années, ne nous ont causé que désolation. Il est temps de nous redonner la main pour penser ensemble notre avenir. Ce qui est en jeu, c'est notre survie. Ce qui est en jeu, c'est cette Terre que nous avons reçue en héritage. La terre de Maurice YAMEOGO, la terre de Aboubacar Sangoulé LAMIZANA, de Saye ZERBO, de Jean-Baptiste OUEDRAOGO, de Thomas SANKARA, de Blaise COMPAORE, de Yacouba Isaac ZIDA, de Michel KAFANDO, de Roch Marc Christian KABORE.
Chers compatriotes;
Pour ma part, je me ferai le devoir de vous rendre compte périodiquement de nos efforts communs de reconquête du territoire national. Sur ce, je vous donne rendez-vous en début d'année 2023, pour un autre bilan de la dynamique de reconquête de notre pays.
Que l'omnipotent et l'omniscient Dieu, nous inspire, afin que la paix soit bientôt célébrée au Pays des hommes intègres.

Pour la Patrie, nous vaincrons !

BURKINA FASO

Discours du Président Damiba, l'activiste Aminata Rachow se prononce



Dans son discours à la Nation du 1er avril 2022, le président du Faso, Paul Henri Sandaogo Damiba, avait donné 5 mois aux Burkinabè pour un premier bilan. Au terme dudit délai, il s'est exprimé ce 04 septembre pour étaler son bilan. Ce discours du président Damiba pour son premier bilan de sa conduite de la transition a fait réagir bon nombre de burkinabè, nous vous proposons la réaction de l'activiste Aminata Rachow (photo).

« J'apprécie positivement la prise de parole du président ce jour 4 septembre 2022 à l'occasion de son bilan d'étape de la gestion de la crise sécuritaire.

Le lieu choisi pour tenir ce discours qui est Dori est un symbole fort de la résilience face à ce phénomène qui met à mal la vie des citoyens dans le pays.

Le discours du président Damiba est un discours véridique qui dépeint les vrais mots qui minent la société Burkinabè et concerne toutes les composantes de la nation allant des FDS jusqu'aux citoyens civils sur la responsabilité de tout un chacun.

Un discours qui nous permet aussi de connaître et savoir quel est l'état d'avancement dans cette lutte contre le terrorisme. Quelles sont les mesures prises par l'autorité dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et quelles sont les difficultés qu'il rencontre et quelles sont les perspectives. »

ANNONCE



Institut Sciences Campus
situé à Ouaga 2000
Avenue Sembène Ousmane
Tél/WhatsApp : +226 70010505
E-mail : isc@otc-mail.com
: otc@otc.bf

Scolarité : 275.000 FCFA/an

NOS FILIÈRES

- Assistanat Administratif
- Banque
- Finance Comptabilité
- Gestion Administrative, Comptable et Financière
- Gestion d'Entreprise
- Business Of Administration
- Gestion des Ressources Humaines
- Management des Projets et Programmes
- Suivi Evaluation des Projets et Programmes
- Marketing
- Secrétariat
- Transport Logistique
- Etc.
- Plusieurs formations des Écoles partenaires également disponibles

SCIENCES CAMPUS

Cours exculsivement en ligne

Etablissement recevant les boursiers de l'État

Etablissement de bonne qualité

Pour obtenir la bourse de l'État et s'inscrire à l'Institut Sciences Campus il faut aller sur le site www.campusfaso.bf créer un compte et sélectionner parmi les Instituts et Universités "Institut Sciences Campus du Centre ou ISC-Centre"

+226 70210208 / +226 70010505
otc@otc.bf / isc@otc-mail.com
www.isc-edu.org

Suivez-nous sur /Institutsciencecampus /Institutsciencescampus /institutsciencescampus
/Institutsciencescampus /Institutsciencescampus

Le Groupe OTC a 10 ans en Afrique
Présent au Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Cameroun, Tchad, Gabon, RD Congo, et Mauritanie

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Tchad : 84 jeunes militants de l'opposition arrêtés



Selon la police tchadienne, 84 jeunes militants d'un parti de l'opposition ont été arrêtés et mis en garde à vue pour manifestation non autorisée et troubles à l'ordre public, a rapporté VOA Afrique. Ces jeunes sillonnent les rues de la capitale N'Djamena pour convaincre les gens d'assister au meeting contre le dialogue de réconciliation nationale qu'ils qualifient de «monologue» organisé par la junte au pouvoir et prévu pour le samedi 03 Septembre 2022, a poursuivi notre source.

Afrique du sud: 21 jeunes d'East London seraient morts asphyxiés



Selon Africanews, le département de la santé de la province de l'Eastern Cape, a rendu le jeudi 01 Septembre 2022, son rapport concernant la mort de 21 jeunes âgés de 14 à 20 ans vers fin juin dans un bar informel. Selon le rapport, cité par notre source, le décès de ces jeunes, serait causé par une asphyxie alors qu'ils célébraient leur succès aux examens de fin d'année dans le bar Enyobeni du township de Scenery Park. Le propriétaire du bar a été aussi arrêté par les forces de l'ordre pour vente d'alcool à des mineurs, poursuit Africanews.

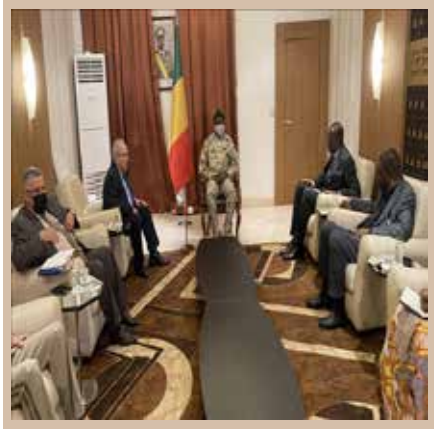
Guinée Equatoriale : Un ex-ministre arrêté pour avoir critiqué le président



Le pasteur Ruben Maye Nsue Mangue, a été arrêté depuis le 07 août 2022, pour violence et atteinte à l'ordre public après avoir qualifié le président Teodoro Obiang de démon et d'avoir pris en otage son peuple, a rapporté l'AFP. Joint au téléphone le 1er septembre, l'un des frères du pasteur, a affirmé que sa famille n'a plus de ses nouvelles depuis son arrestation lors d'une réunion avec les représentants locaux du Parti démocratique de Guinée équatoriale(PDGE).

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Mali : Ramtane Lamamra en visite officiel à Bamako pour relancer le Cemoc entre les deux pays



Selon RFI, le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a effectué une visite de deux jours au Mali dans le cadre de la 18e session du Comité bilatéral stratégique Mali-Algérie. Les deux pays affichent leur volonté de relancer le Comité d'état-major opérationnel conjoint (Cemoc), créé en 2010 à l'initiative d'Alger. Cette structure regroupe des pays comme le Mali, l'Algérie, la Mauritanie et le Niger, a indiqué notre source.

Géant africain, le Nigeria sera-t-il un jour privé d'avions ?



La « plus grande économie d'Afrique » pourrait-elle bientôt se retrouver coupée du monde, faute de connexions aériennes, s'interroge le journal Le Monde? Depuis des mois, l'Association du transport aérien international (IATA) se plaint de la politique de la Banque centrale du Nigeria (CBN), qui restreint fortement l'accès aux devises pour les entreprises étrangères afin de préserver ses réserves de changes et de stabiliser une monnaie nationale, le naira, sous forte pression, fait savoir le média français.

Nigeria : Fidelity Bank en croissance, portée par le numérique



A en croire Financial Afrik, la banque commerciale nigériane Fidelity Bank Plc a publié mercredi 31 août, ses résultats financiers pour le semestre clos le 30 juin 2022 à la bourse du Nigeria (Nigerian Stock Exchange). Il en ressort que le groupe bancaire a réalisé une bonne performance au cours des 6 premiers mois de l'année grâce essentiellement à ses activités du numérique, fait noter le journal.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Le Nigeria élabore une stratégie de 10 ans pour devenir premier producteur de blé sur le continent



Avec une production estimée autour de 420 000 tonnes de blé par an, le Nigeria devrait satisfaire le besoin annuel d'environ 5,7 millions de tonnes de besoin, analyse Zoom Eco. Pour ce faire, indique le magazine, les autorités du pays annoncent la mise en place d'une stratégie de 10 ans, soit 2022-2032, pour détrôner l'Égypte au premier rang de producteur de blé sur le continent.

Cameroun / Congo Brazza : Délimitation des frontières entre les deux pays



Selon la Voix de l'Amérique (VOA), le Cameroun et la République du Congo ont convenu de délimiter leur frontière afin de réduire les différends entre les communautés frontalières. Selon les défenseurs de l'environnement, des frontières bien définies permettront de lutter plus efficacement contre le braconnage dans le bassin du Congo, rapporte VOA.

Mauritanie : Les défis de l'ère Ghazouani



Dialogue politique avec l'opposition, poursuites contre son prédécesseur Mohamed Ould Abdelaziz, relance économique post-Covid-19, gestion du dossier malien… Trois ans après son élection, le président mauritanien Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani est sous pression, analyse Jeune Afrique (JA). Après avoir connu un long état de grâce, le chef de l'État fait face, à mi-mandat, aux premières critiques, révèle JA.

MÉTÉO AFRIQUE



HOROSCOPE DU JOUR



BÉLIER : Méfiez-vous des flatteurs. Dans la conjoncture astrale du moment, vous auriez tendance à les prendre au sérieux, alors qu'ils ne visent en réalité que vos biens ou votre personne.



TAUREAU : Bonnes relations avec l'ensemble de votre famille. Attention cependant à ce que des problèmes d'argent ne viennent pas envenimer vos relations avec vos frères ou soeurs.



GÉMEAUX : Avec Mars au beau milieu de votre Ciel, un petit risque accidentel n'est pas à exclure. Mais Mercure vous permettra d'être en pleine forme.



CANCER : Vous serez de loin plus sociable et communicatif que d'habitude. Vous aurez envie d'élaborer des projets importants avec vos amis ou d'avoir des échanges d'idées constructifs avec votre entourage.



LION : En famille, vous serez probablement confronté à une épreuve de force. Mais cet affrontement, vous pourrez le résoudre si vous savez provoquer une discussion à coeur ouvert.



VIERGE : Vous serez habité par un formidable punch et vous mettrez le turbo ! Puisque vous avez besoin de dépenser cette énergie, pourquoi ne pas vous mettre au sport.



BALANCE :Pour bien des natifs du signe, l'immobilier sera une source de dépenses fort importantes, qu'il s'agisse du problème des réparations, des frais d'embellissement ou d'un achat éventuel.



SCORPION : La planète Saturne formera des aspects négatifs assez pervers. Elle ne favorisera pas la réalisation de vos projets, et vos ambitions professionnelles risquent d'être dans une impasse.



SAGITTAIRE : Cet aspect d'Uranus vous sera globalement favorable. Vous jouirez d'un bon moral. Vos projets rencontreront un accueil favorable, et vous pourrez élargir votre champ d'action.



CAPRICORNE :Jupiter, le maître de la chance, influencera votre secteur argent. Vous devriez donc avoir droit à un Ciel parfaitement dégagé sur le plan financier.



VERSEAU : Restez dans le cercle des bons rapports humains et des sorties en groupe. C'est en vous échappant par l'esprit que vous obtiendrez vos plus grandes satisfactions.



POISSONS : Restez dans le cercle des bons rapports humains et des sorties en groupe. C'est en vous échappant par l'esprit que vous obtiendrez vos plus grandes satisfactions.

ANNONCE

Après les vacances le QNA innove...



DES NOUVELLES RUBRIQUES VERONT LE JOUR

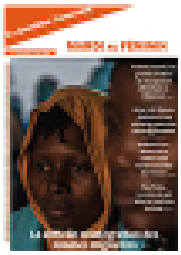
- Horoscope
- Cinéma
- Contes
- Blagues
- Buzz du Net
- Vie des stars
- Bonnes adresses
- Mots croisés et autres jeux
- Météo
- etc...

En attendant la mise en œuvre,
votre avis et vos suggestions compteront pour nous.

Contact WhatsApp : +226 76200026

ANNONCE

Les parutions spécifiques du Quotidien Numérique d'Afrique



Mardi au Féminin

Paraît tous les mardis matin avec des écrits sur des femmes leaders, des modèles de réussite, des découvertes de nos journalistes reporters ...



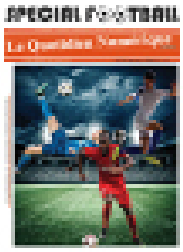
Actualités

Nous traitons toutes les questions du moment des pays d'Afrique avec passion et professionnalisme.



Jeudi Culture

Mettre l'accent sur la culture africaine, la vie des stars, les célébrités et leurs agendas,...
Paraît tous les jeudis



Hors-Séries

Un numéro de HS par mois sur des thématiques bien sélectionnées par la rédaction.



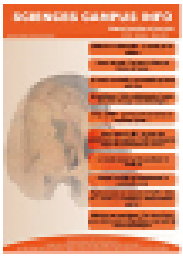
Vendredi Job

La question d'emploi et les opportunités réunies dans une parution le vendredi pour nos nombreux lecteurs.



Samedi Business

L'économie du continent, les entreprises et leurs dirigeants sont autant d'engouements traités par nos spécialistes de la rédaction.



Sciences Campus Info

Magazine scientifique et universitaire parraissant par semestre. Pour que chaque être vivant soit informé, pour que chaque chercheur soit écouté et entendu, pour que chaque sujet de recherche soit debattu et diffusé. Pour que l'expression de chaque étudiant en fin de cycle soit publié.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
mailto:contact@sc-mail.info
Site web https://www.quotidien-numerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
OUEDRAOGO Wendtouin

Equipe de rédaction
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Fiakofi KOSSI
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA
KAM Alfred
OUEDRAOGO Wendtouin

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
KOMBOÏGO Francis

Distribution
https://www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
mailto:contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21/ +226 61 08 03 03/ +226 70 210208

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tigo
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money